

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Street, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE
 QUATRE HEURES

| | Hausse | Baisse |
|--------------------------|----------|--------|
| 3 0/0 | 79 60 | 100 00 |
| 3 0/0 amortiss. | 81 30 | 100 00 |
| 4 1/2 0/0 1883 | 107 85 | 100 00 |
| Cons. anglais | 100 1/16 | 100 00 |
| Italie | 95 70 | 100 00 |
| Flor. autric. (or) | 87 1/2 | 100 00 |
| Esp. Extér. nouv. | 56 11/16 | 100 00 |
| Egyptien 6 0/0 | 316 25 | 100 00 |
| Ch. Égyptiens | 431 25 | 100 00 |
| Turc 4 0/0 (nouv.) | 13 60 | 100 00 |
| Banque ottomane | 485 00 | 2 50 |

Nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement est expiré à la date du 15 NOVEMBRE de vouloir bien le renouveler le plus tôt possible, afin d'éviter tout retard dans la réception du journal.

PARIS, 16 NOVEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Présidence de M. Floquet

M. le président prononce l'allocution suivante :

Discours de M. le Président de la Chambre

Messieurs,

Vous n'attendez de moi ni programme, ni discours politique. Il appartient au gouvernement, d'accord avec la majorité républicaine, d'indiquer la voie dans laquelle il faut entrer pour obtenir au suffrage universel, notre seul maître dans le poste où votre confiance m'a placé.

Mon premier, je pourrais dire mon unique devoir, est de subordonner mes sentiments personnels au souci exclusif d'assurer à toutes les opinions l'exercice complet de la liberté parlementaire.

En vous remerciant des nombreux suffrages que vous avez bien voulu m'accorder, je tiens à dire que je ne suis pas seul à vous adresser ces paroles. Je suis entouré de tous les députés de la Chambre, et de tous les citoyens de la patrie.

Heureux, si votre bienveillant concours et la courtoisie réciproque de tous mes collègues m'épargnent la douloureuse obligation de recourir jamais aux rigueurs de ce règlement !

De nos discussions les plus vives, dans le choc des controverses les plus ardentes, tisons, mes chers collègues, d'entendre toujours la voix de nos commettants ; ils ont prescrit à tous les républicains de s'unir pour l'affermissement de la République, pour le développement des institutions démocratiques.

Ils demandent à tous les Français envoyés dans cette Chambre de s'entendre pour aider, dans la mesure de ce que peuvent les bonnes lois et la bonne politique, au relèvement du travail national dans toutes ses directions, pour donner satisfaction aux intérêts supérieurs et permanents de la Patrie.

DECLARATION

DU

GOVERNEMENT

Messieurs,

Le premier devoir du gouvernement est de vous dire dès le début de cette législature son sentiment sur les principales questions du jour. C'est ce que nous faisons aujourd'hui, et ce que nous faisons tous les jours.

La situation n'est pas d'analogue avec ce qui se passe dans les autres pays parlementaires. La majorité et le gouvernement ont ici des devoirs spéciaux, comme ils ont à faire face à des événements d'une nature particulière. La France républicaine se sent obligée de répondre à ce que l'union nous est imposée comme un devoir. Ce n'est pas la l'expression d'une pensée banale, c'est une nécessité politique.

Chercher les solutions qui nous unissent et qui, en même temps, elles résistent, nous ne les trouvons pas ailleurs qu'en nous unissant à la nation satisfaite de ses mandats. C'est le devoir commun de tous les républicains.

La gestion financière, la politique coloniale, la question religieuse, l'administration, telles sont les principales préoccupations de la France électorale.

Notre démocratie laborieuse a besoin d'une situation financière irréprochable. Aucun progrès n'est réalisable, en effet, si l'équilibre du budget n'est pas assuré et si les excédents de recettes ne redeviennent pas le fait normal. La multiplication de nos votes fécondes, de nos chemins vicinaux, de nos écoles, toutes les réformes désirées, presque toujours coûteuses, même lorsqu'elles paraissent les plus économes, à la question financière, tous ces desirs de la démocratie, ne peuvent trouver de satisfaction que dans un budget régulier et durable, que dans un budget solide et équilibré.

Malheureusement, la crise que traverse l'Europe en ce moment, et dont souffrent l'agriculture, l'industrie et le commerce a depuis que quelques années atteint diverses branches des revenus publics. Plusieurs de nos recettes ont fléchi à un lieu de suivre leur mouvement ascensionnel.

Cette année, pour les dix premiers mois écoulés, comparés à ceux de 1884, nous ne constatons sur l'ensemble qu'un accroissement de trois millions et demi.

Les dépenses augmentées des frais de certaines expéditions militaires. Interruptions à droite et à gauche, il ne faut pas oublier, ces sommes fidèlement réservées à l'amortissement n'ont pas trouvé leur compensation dans le rendement annuel de

l'impôt, certainement les chiffres de ces dépenses comparées au total des budgets et au regard la dotation de l'amortissement qu'ils continuent chaque année, ne paraissent pas inquiétants à ceux qui connaissent les ressources de la France.

L'accroissement des capitaux des caisses d'épargne, la situation de notre trésorerie, l'inébranlable solidité du crédit public, montrent assez que l'opinion envisage la situation avec calme. (Nouvelles approbations.) Toutefois, l'apparence même du déficit ne saurait être tolérée dans le budget de la France.

Cette situation doit donc prendre fin et notre devoir sera d'arrêter de fermes résolutions pour assurer au budget un équilibre indiscutable.

Il existe, d'ailleurs, à côté du budget ordinaire, un budget extraordinaire qui, durant plusieurs années, a été l'instrument indispensable de nos dépenses militaires et de nos travaux publics. Nous approchons de la fin de ce budget, nous le verrons à l'œuvre et nous le verrons à l'œuvre.

Nous devons donc mettre tous nos efforts à le réduire et à le supprimer. L'heure n'est pas venue d'entrer dans des détails sur les mesures que le gouvernement aura à vous proposer ; son intention est de vous soumettre le projet du budget de 1887, assez tôt pour que les Chambres en puissent faire à l'étude approfondie dans leur prochaine session ; nous vous ferons connaître à ce moment les moyens qui nous paraissent les meilleurs pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses de l'Etat.

Les réductions compatibles avec le bon fonctionnement des services publics devront être réalisées. Si les économies ne suffisent pas le gouvernement n'hésiterait pas à demander de nouvelles ressources à ceux des impôts existants qui semblent peser du poids le moins lourd sur les contribuables. (Bruit à droite.)

C'est une résolution que vous ne sauriez prendre vous-mêmes si elle devenait nécessaire avec courage. Non pas qu'il s'agisse de renoncer à l'étude et à l'application des réformes que beaucoup d'entre vous se sont promis d'obtenir en matière d'impôts au point de vue d'une répartition plus équitable entre les citoyens.

En ce qui concerne les impôts, nous ne sommes pas de ceux qui croient que le succès même de ces réformes, pour qu'elles soient acceptées par l'opinion, il faut qu'elles se présentent comme des réformes mûries et non avec l'apparence d'expédients temporaires et contestés.

Ces modifications de taxes nous permettront, sans doute, d'opérer des économies de nature à favoriser le travail, et particulièrement l'agriculture ; pourtant, nous ne vous proposerons jamais d'abandonner une source certaine de recettes pour une ressource qui serait douteuse. Dans ces conditions, seulement, le crédit public acceptera des réformes financières sans en être troublé.

L'important, au début, est de rendre à nos budgets leur élasticité pour donner à l'esprit de réforme sa liberté pour établir une situation financière qui serve de base solide et sûre à notre œuvre législative et politique.

Enfin, les causes qui ont le plus pesé dans ces dernières années et qui pèsent le plus sur notre situation financière, figurent des expéditions militaires, et principalement celles qui ont été dirigées dans l'Extrême-Orient et à Madagascar.

Nous vous l'avons dit, messieurs, en entrant aux affaires, nous ne saurions nous empêcher de vous dire que nous ne sommes pas des hommes qui nous sommes abandonnés à nos entreprises coloniales ont pris un développement qui les rend trop onéreuses.

Il importe donc de rompre avec ce système et quant aux expéditions passées, de prendre pour en limiter les charges les mesures compatibles avec l'honneur national et les intérêts de la patrie.

Avant la formation du cabinet du 6 avril, tous les incidents de l'expédition du Tonkin avaient déjà montré que la plupart de nos difficultés nous venaient des dispositions et des actes du gouvernement de l'Annam.

Notre plan a donc été d'établir à Hanoï un protectorat qui rayonnât sur l'Annam et sur le Tonkin, en évitant de nous tout ce qui pourrait nous conduire dans la voie de l'annexion.

Actuellement, la situation militaire est celle-ci : Dans l'Annam nous avons occupé sans coup férir un certain nombre de points du littoral. La pacification des provinces du Sud exige l'envoi de garnisons dans les citadelles des chefs-lieux. Dans les provinces du Nord, elle est en bonne voie.

Le gouvernement d'un nouveau roi ne s'étendait qu'à quelques semaines, les résultats qu'on peut attendre d'un protectorat n'ont pas encore eu le temps de se produire, mais il est permis d'espérer qu'ils ne tarderont pas à se manifester, et que le corps d'occupation pourra être notablement réduit au printemps prochain.

Au Tonkin, notre dessein est de compléter la formation des troupes indigènes destinées à fournir les garnisons requises.

Voici, d'ailleurs, quelle est, suivant nous, la solution du problème délicat qui nous est posé et qui consiste à résoudre honorairement et le plus économiquement possible la question de l'Anno-Chine :

Un résident général civil serait installé à Hanoï. Il dépendrait d'un seul département ministériel ; il aurait sous ses ordres les fonctionnaires détachés sur l'Anno-Chine, soit en Annam, en vertu d'une convention annexée au traité de Hanoï, convention qui permet d'assimiler les deux pays au point de vue du régime du protectorat.

L'exercice de ce protectorat aurait lieu dans des conditions analogues à celles qui ont été appliquées au Soudan. Le roi d'Annam admettrait l'autorité du résident général civil, la solution du problème délicat qui nous est posé et qui consiste à résoudre honorairement et le plus économiquement possible la question de l'Anno-Chine :

Une armée indigène serait organisée. Composée pour le moment de troupes annameses payées par le roi et de troupes tonkinoises temporairement payées par la France, elles formeraient dans l'avenir une armée unique tout entière à la solde de l'Annam.

Tel est le seul moyen, suivant nous, qui puisse nous permettre de réduire successivement l'effectif des troupes européennes et de faire marcher de notre protectorat en Indo-Chine sans demander à la France des sacrifices excessifs.

est née des rapports de l'Etat et de l'Eglise. L'Etat laïque et neutre en matière religieuse doit respecter la liberté de conscience et assurer le libre exercice des cultes. Pas de désaccord sur ce point, et il n'est tenu qu'à toutes les communautés religieuses de vivre également en paix avec le gouvernement de la République.

Malheureusement l'hostilité non déguisée à laquelle se sont laissés aller un trop grand nombre de membres du clergé vis-à-vis de nos institutions, leur immixtion dans la lutte des partis ont jeté dans notre pays une division profonde.

L'incertitude où l'on est resté jusqu'ici sur la solution que comporte un semblable état de choses, n'a pas pu contribuer à aggraver le mal. La question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, souvent agitée d'une façon incidente dans le Parlement, n'a jamais été résolue, ni même directement discutée. Elle s'est posée devant le suffrage universel, et il paraît certain que la majorité des électeurs pour les élections prochaines se prononcera en faveur d'une solution favorable à cet égard.

La question n'a, d'ailleurs, été posée que confusément et sans l'exposé des mesures de détail qui devaient, même dans la pensée de ses partisans les plus convaincus, préparer et accompagner la séparation.

Il est donc nécessaire que le débat soit ouvert et approfondi dans la prochaine session. Si comme nous le pensons, la majorité se décide contre la séparation, notre devoir sera de défendre énergiquement les droits de la société civile, d'user sans pitié des moyens de défense que nous nous proposons de ramener à l'accomplissement de nos devoirs en matière de gouvernement du pays, ceux des membres du clergé qui s'en écarteraient.

La loi sur le recrutement, que la Chambre précédente a votée, soumet tous les citoyens sans exception au service militaire ; nos efforts tendront à en hâter l'adoption.

Nous reprendrons devant vous un projet précédemment déposé sur la législation des fabriques et nous vous en présenterons un sur l'organisation des caisses diocésaines de secours.

Telle est, sur ce point, la politique de justice et de légalité que nous vous proposons d'adopter.

Des questions d'une tout autre nature solliciteront votre activité. Elles auront cet avantage de ne pas diviser l'opinion républicaine et de réunir dans un même effort tous les hommes de bonne volonté. Nous vous parlerons des questions qui intéressent le travail, l'industrie, le commerce, l'agriculture, qui ont trait à l'amélioration du sort de nos populations laborieuses.

Sans doute, l'Etat, en ces matières, ne peut que seconder l'énergie et l'initiative individuelle ; mais, dans cette dernière, il peut encore beaucoup, soit par ses encouragements, soit par la suppression de certaines entraves.

Le développement de l'enseignement technique à tous les degrés et à toutes les branches ; une loi nouvelle sur les sociétés favorisant l'agglomération des petites épargnes ; la diffusion des institutions de prévoyance ; les sociétés de secours mutuels, les caisses de retraite, les caisses d'assurance, les accouchements ; l'établissement de l'assistance médicale dans les campagnes ; institution de prud'hommes et des délégués mineurs. Il y a dans cet ordre d'idées, toute une série de réformes dont plusieurs sont déjà préparées et que la démocratie nous saura gré de mener à bonne fin.

La tâche d'un gouvernement et d'un Parlement républicains doit être, en effet, d'élever sans cesse les citoyens à un degré supérieur de liberté, de bien-être, de lumière et de moralité. Si la nation demande à ses mandataires plus de sévérité dans la gestion de ses affaires et dans l'emploi de sa puissance, elle ne saurait que nous en remercier.

Avant la formation du cabinet du 6 avril, tous les incidents de l'expédition du Tonkin avaient déjà montré que la plupart de nos difficultés nous venaient des dispositions et des actes du gouvernement de l'Annam.

Notre plan a donc été d'établir à Hanoï un protectorat qui rayonnât sur l'Annam et sur le Tonkin, en évitant de nous tout ce qui pourrait nous conduire dans la voie de l'annexion.

Actuellement, la situation militaire est celle-ci : Dans l'Annam nous avons occupé sans coup férir un certain nombre de points du littoral. La pacification des provinces du Sud exige l'envoi de garnisons dans les citadelles des chefs-lieux. Dans les provinces du Nord, elle est en bonne voie.

Le gouvernement d'un nouveau roi ne s'étendait qu'à quelques semaines, les résultats qu'on peut attendre d'un protectorat n'ont pas encore eu le temps de se produire, mais il est permis d'espérer qu'ils ne tarderont pas à se manifester, et que le corps d'occupation pourra être notablement réduit au printemps prochain.

Au Tonkin, notre dessein est de compléter la formation des troupes indigènes destinées à fournir les garnisons requises.

Voici, d'ailleurs, quelle est, suivant nous, la solution du problème délicat qui nous est posé et qui consiste à résoudre honorairement et le plus économiquement possible la question de l'Anno-Chine :

Un résident général civil serait installé à Hanoï. Il dépendrait d'un seul département ministériel ; il aurait sous ses ordres les fonctionnaires détachés sur l'Anno-Chine, soit en Annam, en vertu d'une convention annexée au traité de Hanoï, convention qui permet d'assimiler les deux pays au point de vue du régime du protectorat.

L'exercice de ce protectorat aurait lieu dans des conditions analogues à celles qui ont été appliquées au Soudan. Le roi d'Annam admettrait l'autorité du résident général civil, la solution du problème délicat qui nous est posé et qui consiste à résoudre honorairement et le plus économiquement possible la question de l'Anno-Chine :

Une armée indigène serait organisée. Composée pour le moment de troupes annameses payées par le roi et de troupes tonkinoises temporairement payées par la France, elles formeraient dans l'avenir une armée unique tout entière à la solde de l'Annam.

Tel est le seul moyen, suivant nous, qui puisse nous permettre de réduire successivement l'effectif des troupes européennes et de faire marcher de notre protectorat en Indo-Chine sans demander à la France des sacrifices excessifs.

savoir que le train spécial de la Malle de l'Inde, venant de Brindisi, a défilé dimanche 15, vers 2 heures de l'après-midi, auprès d'Alger. Aucun voyageur n'a été blessé ; le conducteur d'arrière a été légèrement contusionné.

Les six voyageurs qui occupaient le train sont arrivés ce matin vers 9 heures 1/2 à Paris.

Elections au Conseil général

(De nos correspondants particuliers.)
 Alger, 16 novembre.
 M. Bousquet, impérialiste, a été élu à 300 voix de majorité, pour le canton de Duras, contre M. Turpan, républicain.

Caen, 16 novembre.

Le candidat républicain est élu pour le canton de Ryes avec 276 voix à la majorité. Pour le canton de Saint-Pierre-sur-Dives, il y a ballottage. L'élection de M. le baron Brunet, conservateur paraît probable au second tour.

Serbes et Bulgares

Berlin, 16 novembre.

On croit savoir ici que le sultan n'interviendra pas entre les Serbes et les Bulgares, mais qu'il va occuper militairement la Roumélie.

Les avis de Constantinople constatent, d'ailleurs, que les chefs des deux principales belligérantes protestent à l'égard de leur attachement à la Turquie, l'envoyé serbe à Constantinople ayant déclaré à la Porte que les Serbes étaient entrés en Bulgarie pour soutenir les droits du sultan, et d'autre part, le prince Alexandre ayant télégraphié au sultan qu'il allait combattre les Serbes, afin de défendre l'intégrité de l'empire ottoman.

Sofia, 16 novembre, 11 h. matin.

Les Serbes, après un combat acharné, ont tourné les positions de Trane par Rapiha ; ils occupent en ce moment la route de Trane à Bresnik.

D'un autre côté, Dragoman a été définitivement abandonné après une courageuse résistance.

Les Bulgares se concentrent à Slivnitza, qui sera attaqué aujourd'hui par les Serbes, lesquels s'avancent en masses considérables.

La bataille d'aujourd'hui décide du sort de Sofia.

Télégramme officiel parvenu à la légation de Serbie :

Belgrade, 16 novembre.

Les troupes royales ont franchi les frontières bulgares le 14 courant et ont repoussé les avant-gardes bulgares sur tous les points. A cinq heures, elles ont occupé Tzaribrod.

Le colonel Benilsky avec une partie de ses troupes a brillamment enlevé quatre redoutes bulgares et fait 200 prisonniers.

Le même jour, l'armée de Timok a pris Adlié après avoir délogé les Bulgares de leurs retranchements qu'ils défendaient vivement, et leur avoir fait 150 prisonniers.

Nos pertes totales, depuis l'ouverture des hostilités, sont de 300 hommes dont 2 officiers, et 50 tués dont un officier.

Les troupes royales continuent à avancer sur tous les points.

Sofia, 16 novembre.

A Sofia, toute la nuit, on attendait le prince. On apprend enfin, par une dépêche d'Okotimann, que le prince arriverait à onze heures.

Pendant toute la matinée, la population s'était échelonnée sur la route pour saluer de ses cris enthousiastes l'arrivée du prince.

A midi, le prince se rendit à la cathédrale où un service solennel fut célébré. A 4 heures, il fit convoquer les ministres et tint un grand conseil.

On présume que le prince partira dans la soirée ou demain matin.

Les opérations paraissent devoir se concentrer entre les routes de Trane et de Tzaribrod.

EXTERIEUR

Rome, 16 novembre.

Il y a eu cette nuit une forte éruption de lave sur le flanc ouest du Vésuve.

Londres, 16 novembre.

Le comte Nigra, ambassadeur d'Italie, est parti hier pour Rome et Vienne.

4° Retour aux communes des biens des fabriques d'Eglises.

5° Enfin suppression des congrégations religieuses et retour de leurs biens aux communes.

Le programme est complet et de nature à porter ombrage aux ultra-radicaux du Palais-Bourbon.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

M. le baron des Michels, ambassadeur de France à Madrid, qui se trouve actuellement en congé, retournera à son poste à la fin de cette semaine.

mariage princesse de Mecklembourg-Schwérin, pour retourner à Saint-Petersbourg.

Le conseil de la Société française de secours aux blessés militaires vient d'élire, en remplacement de M. le général baron de Chabaud-Latour, décédé il y a quelques mois, M. le général de division Cambriels comme vice-président.

Demain mardi, la librairie Ollendorff met en vente les *Propos d'un bourgeois de Paris*, de notre collaborateur Jules Legoux. Nous n'avons pas à faire ici l'éloge de ce livre original et humoristique, dans lequel l'auteur a mis le meilleur de son esprit; mais nous croyons savoir que la première édition, avant même d'avoir paru, est épuisée par suite des nombreuses demandes qui en ont été faites.

Notre autre collaborateur Robert Mitchell a fait pour ce livre un Avant-propos qui est une page étincelante de verve et de vérité.

Nous apprenons la mort du colonel Mangin, dont les études sur la télégraphie optique ont été fort utiles dans l'armée, et qui s'était constamment occupé de la direction des ballons.

Ce modeste et savant officier, qui avait en ses deux jambes cassées dans la chute périlleuse du ballon *l'Univers*, étant dernièrement de passage à Paris, est mort subitement frappé d'une attaque d'apoplexie.

Ses obsèques ont été célébrées dans une petite église de province.

Les obsèques de M. Henry Aron ont eu lieu hier matin.

Le cortège s'est réuni à la maison mortuaire, 5, rue Aubert, et, de là, s'est rendu au cimetière Montparnasse.

M. Adolphe Aron, frère du défunt; M. André Aron, son neveu; MM. Edmond, Arthur et Jules Veil-Picard et M. Oudet, sénateur, conduisaient le deuil.

Un grand nombre de notabilités de tout ordre ont accompagné M. Henry Aron jusqu'à sa dernière demeure.

Il y a quelques jours s'est éteint au village de la Passe, en Saint-Brieuc, près de Rennes, à quatre-vingt-neuf ans, le père Jean-Yves Annette, un ancien docteur.

Voici en quels termes le *Vieux Corsaire* trace la biographie de ce vieux de la vieille :

« C'était un ancien canonnier du premier empire. Il racontait volontiers ses campagnes, sa capture par une corvette anglaise et ses tortures sur les pontons. »

« Quand il est mort, il jouissait de ses facultés; seulement, depuis une dizaine d'années, un accident l'avait fait devenir aveugle. »

« Les étrangers allaient beaucoup le voir. Il racontait avec orgueil qu'il touchait sa pension depuis quarante-neuf ans (300 fr. par an, ce n'est pas encore ça qui déséquilibre le budget); qu'il s'était marié trois fois, et qu'il se serait marié une quatrième fois s'il avait eu sa vue. Il a vu mourir douze de ses enfants. »

« Aimable et charmant vieillard, plein d'humanité, il parlait souvent poléme. Sur un seul sujet, il était intraitable et n'entendait pas la plaisanterie : son empereur, Napoléon I^{er}, était resté pour lui un Dieu. »

Le troisième grand concours de gymnastique qui a eu lieu hier, à deux heures, à l'hippodrome, était présidé par M. Féry d'Escland, représentant M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

M. Féry d'Escland a rappelé que c'était au sein de l'Association des Sociétés de gymnastique de la Seine qu'était née la Ligue des Patriotes.

D'autres discours ont été prononcés par MM. Bican, président du concours; Mailard, président du conseil municipal; Ziegler, président fondateur de l'Association des Gymnastes alsaciens; Merillon, député, président de l'Union des Sociétés de gymnastique de France, et Sansbœuf, président d'honneur de l'Association des Sociétés de gymnastique de la Seine.

Ce dernier a donné lecture d'une lettre de M. Paul Déroulède, annonçant l'impossibilité où il était, par suite d'une indisposition, de se rendre à la cérémonie et l'envoi d'une montre en or, destinée à servir de prix d'honneur pour un concours à ouvrir entre tous les moniteurs des associations de la Seine.

Plus de six mille personnes assistaient au concours, auquel ont pris part près de deux mille gymnastes.

Voici les noms des lauréats des concours individuels dans les diverses divisions :

MM. Lanquetin, Diner et Gaudinière, de la Française; — MM. Herberich, Frank-Bouvet et Millot, de l'Alsacienne-Lorraine; — Koenig, de la Patriote de Saint-Denis; — MM. Méralut et Jobert, de la Gallia; — M. Martin, de la Société de Neuilly; M. Paolot, de l'Avenir de Vincennes; — M. Tibot, de la Société d'Aubervilliers; — et M. Tillet des Enfants de Paris.

Les deux premiers prix du concours entre les Sociétés ont été remportés par la Française et par l'Alsacienne-Lorraine, dont le drapeau était voilé d'un crêpe.

Décidément Londres sera toujours le pays des scandales, et quoique celui que nous raconte un de nos confrères ne ressemble en rien à ceux dévoilés par le *Pall Mall Gazette*, il n'en est pas moins curieux.

Jugez-en : Lady Gordon, dame du palais de la Reine, a ouvert, sous le nom de « Mme Lièvre », un grand magasin de modes à Covent-Garden.

Elle reçoit la clientèle et dirige tout en personne.

Voici la raison de ce coup d'Etat : Le beau-frère de la lady, le marquis de Huntly, pair d'Angleterre, s'est refusé à servir à sa sœur, veuve depuis quelque temps déjà, une rente suffisante; il ne veut, en effet, lui octroyer annuellement que la bagatelle de 3,500 livres sterling, soit 83,000 francs.

La reine d'Angleterre a trouvé ce budget insuffisant et s'est séparée de sa dame du palais. L'aristocratie a mis au ban la frange mercantile; mais la bourgeoisie n'a pas afflué dans la nouvelle maison de modes et trouve un plaisir extrême à être servi par une personne aussi aris-

toracique. Elle est unanime à reconnaître que lady Gordon a un goût exquis et des doigts de fée.

Mme Lièvre fait de brillantes affaires, et pourra bientôt se passer de la rente de son beau-frère. Regrettera-t-elle alors les honneurs auxquels elle a dû renoncer?

Bien amusante cette historiette racontée par l'*Echo de Paris* :

« Deux avarés, âgés l'un de soixante-dix ans, l'autre de quatre-vingts, vivaient en paix; une mouche survint et voila la guerre allumée. »

« Ils discutaient leurs mérites au point de vue de l'économie, et chacun d'eux prétendait qu'il appliquait plus strictement que l'autre les principes de l'épargne. »

« La preuve, dit à la fin le septuagénaire, que vous n'êtes pas parfait, c'est que depuis une demi-heure que nous causons, il y a dans votre sucrier une mouche qui mange votre sucre et que vous ne chassez pas. »

« Et la preuve, répliqua l'octogénaire, que je suis plus fort que vous et que rien ne m'échappe, c'est que je laisse volontiers cette mouche vivre dans mon sucrier : elle me sert de contrôle. Le jour où je ne trouverais plus cette bestiole dans sa prison, je saurais, à n'en pouvoir douter, que ma cuisine n'a volé du sucre. »

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 16 NOVEMBRE

La température est basse; elle se relève sur les Iles Britanniques et en Espagne.

En France, le temps est au beau et au froid.

À Paris, la journée d'hier et la nuit ont été très belles.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent modéré des régions E.; mer peu agitée.

Océan. — Vent N.-E. assez fort; mer peu agitée.

Méditerranée. — Vent d'entre N.-O. et N.-E. faible; mer belle.

Aujourd'hui, 16 novembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

| | |
|-----------------------------------|---------------------------------|
| A sept heures du matin..... | 0 ³ / ₅ |
| A onze heures du matin..... | + 3 ³ / ₅ |
| A deux heures du soir..... | + 5 ³ / ₅ |
| Température basse de la nuit..... | - 1 ³ / ₅ |

Le baromètre est à 765 millimètres 2.

Serbes et Bulgares

Semlin, 15 novembre.

Le manifeste du roi Milan a été accueilli avec calme par la population, qui est résolue à aller jusqu'au bout.

Les Serbes ont occupé Tzaribrod hier soir à cinq heures. Les pertes des Serbes sont insignifiantes; celles des Bulgares sont inconnues.

Tzaribrod est situé à cinq kilomètres de la frontière et à soixante kilomètres de Sofia.

Sur tous les autres points, l'armée serbe a également franchi la frontière.

Le bruit court que les Serbes se sont emparés de Trune.

Sofia, 15 novembre.

On fait courir le bruit que la prise de Tzaribrod a coûté la vie à cinquante Bulgares.

Nisch, 15 novembre.

L'armée commandée par le roi est composée de 20,000 hommes; les deux autres comprennent chacune 8,000 soldats.

Ces troupes opèrent des mouvements convergents, pour tourner les Bulgares au défilé de Dragoman.

Ce défilé s'étend sur une longueur de 14 kilomètres.

Le ministre des finances a déjà installé les agents du fisc pour recouvrer les impôts dans le pays occupé.

Sofia, 15 novembre, 6 h. soir.

De Sofia, on a entendu la canonnade une partie de la journée. Les Serbes, en forces nombreuses, se sont portés, ce matin, en avant de Tzaribrod, et ont pris possession devant Dragoman; ils ont engagé un feu d'artillerie très violent contre les positions bulgares; celles-ci, bien que défendues par des troupes moins nombreuses, ont répondu activement au feu de l'ennemi, lequel a causé peu de mal aux Bulgares. C'a été surtout un duel d'artillerie qui a pris fin à la nuit.

Pendant que la position de Dragoman était attaquée de front, un autre corps serbe, parti également de Tzaribrod, prenait un chemin latéral, sur la gauche de la chaussée de Tzaribrod, et essayait de tourner Dragoman. L'ennemi a été arrêté dans ce mouvement. Demain, on s'attend à une nouvelle offensive de l'ennemi.

À côté de Trune, il y a eu également un engagement dont les détails ne sont pas connus. On pense qu'un corps serbe cherchait à pénétrer sur le terrain placé entre les routes de Trune et de Tzaribrod, afin de relier les corps d'armée marchant sur ces deux routes. On peut donc supposer que les Bulgares feront tous les efforts possibles pour empêcher cette jonction, malgré leur infériorité numérique.

Sofia, 14 novembre, 8 h. 30, soir.

Le gouvernement bulgare a adressé la circulaire suivante aux agents diplomatiques à Sofia :

« Nous portons à votre connaissance que l'armée serbe a envahi ce matin le territoire bulgare par la chaussée de Piro et de Tzaribrod. »

« Surpris de cette subite irruption, le ministre, M. Tzanoff, a fait demander par M. M. à dix heures et demie, à M. Rhaagabé, chargé d'affaires de Serbie, s'il avait connaissance de ce grave événement. »

À la suite de cette démarche, M. Rhaagabé a communiqué au ministre officieusement et officiellement, à midi, le texte de la dépêche que le chargé d'affaires de Serbie a reçu de M. Garachanine, ce matin, à quatre heures et demie, et dont voici la teneur :

« Le commandant de la première division et les autorités de la frontière annoncent simultanément que les Bulgares ont attaqué aujourd'hui, 13, à sept heures et demie du matin, les positions occupées par un bataillon du premier régiment d'infanterie sur le territoire serbe, dans les environs de Vlassna. Le gouvernement royal regarde cette agression non motivée comme une déclaration de guerre et vous prie de notifier, en son nom, à M. Tzanoff, ministre des affaires étrangères de Bulgarie, que la Serbie, acceptant la conséquence de cette attaque, se considère en état de guerre avec la Bulgarie, à partir de samedi six heures du matin, 14 novembre. »

Le gouvernement princier proteste énergiquement contre les assertions contenues

dans cette dépêche et déclare hautement que les troupes bulgares n'ont point attaqué les positions occupées par les forces serbes sur le territoire serbe dans les environs de Vlassna.

En présence d'une accusation grave dirigée contre lui, le gouvernement princier tient à donner l'établissement des faits tels qu'ils se sont produits. (Suit le récit de l'attaque d'une patrouille bulgare par les troupes serbes à Rogiza, tel que l'a donné notre dépeche.)

Le gouvernement bulgare continue en disant que l'agression est venue des troupes serbes, que les troupes bulgares se sont toujours tenues sur la défensive et gardent encore la même attitude aujourd'hui.

C'est à la suite de l'agression, dont toute la responsabilité retombe sur ses troupes et sur lui-même, que le gouvernement de la Serbie déclare devoir se considérer en état de guerre avec la Principauté; mais, c'est, au contraire, au gouvernement princier de considérer comme une déclaration de guerre la décision prise par la Serbie, d'envahir le territoire bulgare sans notification préalable.

Le gouvernement bulgare accepte, avec le calme que donne la conscience du devoir accompli, les conséquences d'une guerre qu'il n'a point provoquée, et compte qu'il n'aura pas à en porter la responsabilité devant l'Europe.

Le gouvernement princier démontre ensuite qu'il n'a rien entrepris d'hostile ni d'agressif contre la Serbie; personne n'ignore, dit-il, que la frontière bulgare serbe était totalement dépourvue de troupes. Il y a un mois, des troupes bulgares furent dirigées à la frontière seulement quand il fut avéré et connu que la Serbie, au lieu de menacer directement l'empire ottoman, avait fait tout à coup une diversion contre la frontière bulgare. Personne non plus n'ignore que les troupes bulgares, depuis aujourd'hui, se trouvent à 5, 10 et 25 kilomètres de la frontière.

Ces mesures ne sont-elles pas un témoignage incontestable des dispositions empreintes de prudence et de modération du gouvernement bulgare, qui, loin de vouloir provoquer une action offensive quelconque, fait, au contraire, tous ses efforts pour éviter à tout prix un conflit, en se renfermant dans une attitude absolument défensive? Dans ces conjonctures, le gouvernement bulgare fait appel à la haute impartialité et au jugement équitable des gouvernements étrangers sur le caractère et la portée de la déclaration de guerre de la Serbie.

Il appartient à l'Europe de juger lequel de nous a pris l'initiative de cette guerre et de décider de quel côté est le bon droit.

La presse anglaise

Londres, 16 novembre.

Le *Times* s'exprime ainsi dans son article sur le conflit serbo-bulgare :

« Ces engagements à la frontière, entre Serbes et Bulgares, démontrent l'antagonisme radical et permanent de la politique autrichienne et de la politique russe dans l'Europe orientale, en précipitant la lutte pour la suprématie dans les Balkans. »

« La déclaration de guerre de la Serbie peut non seulement faire surgir de nouvelles questions délicates dont il faudra trouver la solution, mais elle nous amène à la dissolution de cette ligne des trois Empires sur laquelle est basé tout l'édifice de la politique du prince de Bismarck. »

« Le *Daily News* est d'avis que l'argumentation du roi Milan, dans son discours, est plus faible que celle du prince Alexandre. »

« La proclamation de ce dernier est simple et digne, ajoute le journal anglais, tandis que la conduite du roi Milan est de mauvais augure pour l'avenir de ces pays du Sud-Est de l'Europe qui sont émanés du jour à l'autre l'union contre l'Europe. »

« Le *Standard* examine ainsi la proclamation du roi Milan et déclare que tout le pathos rédigé à Belgrade ne saurait nu instant cacher ce fait réel que, depuis le début de la question, l'attitude de la Serbie a été impudemment agressive. »

« Assurément, dit la feuille anglaise, le coup doit être bien à bout d'arguments pour dresser cet étonnant catalogue d'offenses commises par l'agresseur. »

« Qu'avaient à faire les troupes serbes aussi près des confins des deux États? »

« Le prince Alexandre et le roi Milan sentent bien qu'ils ne sont pas seuls engagés dans le conflit. C'est la raison pour laquelle ils se sentent l'un contre l'autre. »

« Si M. Garachanine ne s'est pas tout à fait convaincu que ses amis, au sein de l'aropage européen peuvent être déborder, il calcule, dans tous les cas, qu'il lui est possible de fortifier leur position en leur constituant un fait accompli. »

« L'union de la Bulgarie et de la Roumélie orientale doit être l'élément, pour raison qu'elle est; pourquoi donc l'acquisition par la Serbie d'une portion de territoire bulgare ne serait-elle pas également consentie, si l'on peut se l'assurer par les armes, avant que les puissances aient pris une décision? On ne saurait trouver aucune objection contre la logique de ce raisonnement; mais à quelle conclusion nous mène-t-il? »

« Le Monténégro, lui aussi, a ses aspirations, la Grèce a les siennes et derrière tous ces pays nous pouvons voir les yeux avides de la Russie, fixés sur le Bosphore, ceux de l'Autriche dirigés de la Bosnie vers Salonique et la mer Égée. »

La presse russe

Saint-Petersbourg, 15 novembre.

Le *Journal de Saint-Petersbourg* exprime le regret que la Serbie qui doit son indépendance à la Russie, ait déclaré la guerre à la Bulgarie, qui doit son autonomie à la Russie, sans se soucier de l'obligation du traité de Paris vertu duquel il est nécessaire, avant la déclaration de guerre, de recourir à une médiation.

Pour ajouter à ce procédé incorrect, la Serbie déclare la guerre à un prince vasal qui n'a même pas droit de paix et de guerre, de sorte qu'elle se donne le but de la guerre est de combattre le suzerain ou de ramener le vassal rebelle à l'observation des liens de vassalité.

Ces cas sans précédent démontrent combien la Russie avait raison d'insister pour le rétablissement du *status quo*.

Dépendant la Conférence convoquée dans ce but par l'Europe, la Russie, s'étant sur place, sous l'action de la diplomatie anglaise, pour empêcher les Grecs, les Serbes et les Bulgares de s'unir contre la Turquie. On a entravé l'action de la Turquie; on a vu l'occasion au roi Milan de déclarer que, en Conférence n'avançant pas, il doit agir lui-même.

Le *Journal de Saint-Petersbourg* ajoute qu'il ignore ce que fera vraiment la C. G. malheureusement; mais il déclare que le spectacle d'une lutte fratricide, ne saurait emboliser le pas derrière aucun Etat des Balkans.

Hier encore, le rétablissement du *status quo* était possible. Le sera-t-il demain? Le *Journal de Saint-Petersbourg* ignore ce que feront la Grèce et la Turquie; mais il est certain qu'avec l'ajout d'un tel élément, la Conférence de prétendus succès diplomatiques, cette lutte impie aurait pu être aisément conjurée.

Certains fonctionnaires républicains et particulièrement dans l'ordre préfectoral, ne se contentent pas d'être féroces, quand

il s'agit de donner satisfaction à leurs propres rancunes ou à celles de leurs maîtres les députés; ils sont bêtes, mais bêtes comme des cruches vidées, comme des grolots sans battant.

Nous avons déjà cité bien des faits à l'appui de nos dires; en voici deux nouveaux vraiment typiques.

Le préfet de la Charente-Inférieure, M. Stehelin, — son nom est à retenir — vient de suspendre M. Alieau, maire de la commune de Bernay, arrondissement de Saint-Jean-d'Angély, « pour irrégularité dans le dépouillement du vote, tentatives de pression et de corruption électorales sur la dame de l'électeur Charton. »

Oh! monsieur le préfet, quel langage, une Anglaise rougirait de votre arrêté — nous entendons une Anglaise bête — mais une Parisienne vous flanquerait à la porte de son salon pour abus de bêtise!

Voilà l'autre fait : il s'agit d'un directeur de postes.

M. Loubéjac, gardien du bureau de poste de Cahors, vient d'être destitué. Le directeur des postes a reproché au malheureux gardien ses visites chez certain épiciers qui passe pour réactionnaire.

« On vous a vu, à gravement ajouté le chef de service, chez cet épicier, le lendemain du 4 octobre, boire un verre de vin avec affectation. Certainement, vous buviez au succès des conservateurs! »

Eh bien! là, franchement, cette bêtise n'est-elle pas épique et cette férocité moustreuses? Ce qui n'empêche pas la presse républicaine de s'indigner qu'il n'ait pas les fonctionnaires selon son cœur et que les honnêtes gens et les gens d'esprit les tiennent en quarantaine.

JOURNAUX ET REVUES

Le *Radical* signifie en ces termes l'ultimatum de l'extrême gauche au cabinet :

« C'est le cas de dire : « Qui trompe-l'on ici? » Nous avons l'habitude de parler franc, et nous déclarons franchement au ministère qu'en effet l'amnistie est une condition et une condition sine qua non. Nous ne pouvons consentir à amnistier Ferry, si l'on amnistie tout le monde. Sinon non. Est-ce clair? On l'on nous donnera l'amnistie, ou nous voterons la mise en accusation de Ferry. Est-ce encore clair? Du diable si je vois quel intérêt on a à essayer de dissimuler au gouvernement que, sur cette question, il joue son existence! »

Si le ministère repousse l'amnistie, nous la voterons, et si nous sommes en majorité, le ministère a vécu. Si nous sommes en minorité, nous voterons la mise en accusation; il n'y a pas, comme on le dit bêtement, de coalition avec la droite, mais il est présumable que la droite votera contre Ferry, et le ministère aura encore vécu. Il est en son pouvoir d'empêcher cela; à lui seul la responsabilité de la scission et des difficultés à venir.

Est-ce un ultimatum? Parfaitement!

Comme modèle de concentration républicaine cela est assez joli.

— La République radicale voit déjà le cabinet Brisson par terre!

Si nos prévisions se réalisent — et elles se réalisent — les jours du ministère actuel sont comptés; aussi convient-il de s'occuper dès à présent du ministère de demain.

Quel sera ce ministère? De quels éléments sera-t-il composé? Quelles sont les questions qu'il se posent.

Le futur cabinet sera-t-il un cabinet d'union? Nous l'espérons.

Gouvernera-t-il, en prenant pour base de son action directives, les indications du suffrage universel? Nous n'en voulons pas douter.

Nous avons la certitude que les futurs ministres comprendront que le temps des chicanes parlementaires et des discussions byzantines est passé; ils inaugureront franchement l'ère des réformes positives. Indépendamment des grandes questions qu'appellent une solution immédiate, il y a des questions sociales non moins urgentes. Leur politique sera une politique de paix et de travail.

Etc., etc., etc.

(La suite au prochain numéro.)

— On lit dans l'*Intransigeant*, sous la signature de M. Rochefort :

On sait que le malheureux Brisson est atteint de la monomanie présidentielle. Il a le délire de l'épée, comme dans un état de celui de la persécution. Son idée fixe, dans laquelle il s'absorbe depuis dix ans, lui a mis le cerveau dans un état lamentable. Il est convaincu que s'il prenait un parti quelconque, il compromettrait pour jamais sa future présidence. C'est pourquoi il reste en observation à son banc, de quart, leant à l'œil le moindre mouvement de la Chambre, et se faisant servir une boisson braguée sur le visage de M. Grevy, dont il observe les moindres mouvements et dont il s'apprête à se saisir à tout moment de sa main.

— La bataille poursuit la campagne contre les gens de police. Voici ce qu'elle publie sous la signature de *Un Vieux de la Boite*, variante de *Un Petit employé* :

NOUVELLES DE LA BOÎTE

On raconte, à la « Boîte », que Gragnon est allé s'entretenir de vos articles avec Alain-Fargé et que, sans attendre la fin de vos révélations, on serait décidé à faire un procès à la *Bataille*.

Allez-y, estimables policiers, ce n'est pas ce qui nous arrêtera... au contraire. Nous en avons bien d'autres à vous dire.

Rectification aux Nouvelles d'hier : Seigneury, le rédacteur de la *Lanterne*, ne va pas à la chambre de commerce du département, mais à la Préfecture.

Quant à la *Lanterne*, vous pouvez dire, hautement, qu'elle appartient à la Boîte.

Un V. D. L. B.

Qu'en pense M. Yves Guyot?

— L'agence Havas nous communique une dépêche sur un banquet offert hier à Dinan. Nous en détachons les passages suivants à titre de document :

Le banquet offert par les républicains à M. Waldeck-Rousseau a eu lieu dans la salle du Casino. Il y avait 180 convives.

M. Waldeck-Rousseau, le saluant comme le chef du parti républicain dans les départements bretons.

M. Waldeck-Rousseau a remercié le malade. À l'issue de son discours, il s'est levé et a dit : « Il faut tout ce que l'on peut pour empêcher la République de disparaître. »

Après avoir dit tout ce qu'il y avait de mieux dans son pays, ce député, qui est un homme politique et particulièrement en

droit de demander que, dans la direction générale du gouvernement, on veuille bien tenir compte d'un fait trop oublié, l'existence d'une opposition dynastique disposant de 3 millions de voix. Le pays nous a tracé notre devoir, quand il a vu au 4 octobre piler sur certains points l'armée républicaine, il a voulu l'union; aux programmes personnels dont la mise à exécution entraînerait l'instabilité perpétuelle dans l'impuissance, il a substitué un programme plus simple, une consigne plus haute. Un cabinet qui chercherait à faire une politique particulièrement réactionnaire, se condamnerait à l'échec.

Un cabinet qui ne s'inspirera que de cette volonté du pays le marcher hardiment à la réaction trouvera une majorité compacte dans laquelle je n'ai que l'ambition de servir dans le rang. Mais cette politique d'affermissement de nos conquêtes comporte des résolutions claires.

L'orateur montre qu'il est impossible de faire abstraction d'un fait capital et menaçant comme celui d'une coalition monarchique puissante.

Après avoir montré que le parti républicain s'est trop hâté de se désarmer lui-même de ses propres mains, et avoir passé en revue quelques-uns des actes de la précédente législature, il conclut en disant qu'il y a pour la République un droit supérieur à tous les autres devoirs : celui de se défendre, et il porte un toast à l'union des républicains pour l'affermissement de la République et à la revanche de la Bretagne contre la réaction.

M. de Bismarck et les cuirassés chinois

On sait que le gouvernement chinois a commandé à Stettin quatre cuirassés : deux de ces bâtiments viennent d'arriver à Hong-Kong; les deux autres sont actuellement en construction.

Pourquoi ces commandes ont-elles été données à l'Allemagne?

Le motif en est curieux et nous est révélé par le *National* :

« Avant de passer le marché, Li-Phong-Pao, alors ministre de Chine à Berlin, et le marquis Tsang, ministre à Paris et à Londres, s'informèrent des prix demandés par les grandes Compagnies européennes. »

En France et en Angleterre

Loire. — Nous disions, il y a trois jours, que le canton de Boën était devenu une véritable forêt de Bondy. Les chemins, dans les environs de Nervieux, sont, depuis trois semaines, de véritables coupe-gorge.

Une audacieuse attaque nocturne, suivie de vol, vient d'être commise sur le territoire de cette commune.

Un marchand-colporteur, le sieur Broy, qui revenait du marché de Saint-Georges de Barolles, a été attaqué par un malfaiteur qui l'a complètement dévalisé.

Broy avait dans sa poche un pistolet, au moyen duquel il a essayé de se défendre; mais le voleur, d'un vigoureux coup de tête dans la poitrine, l'a renversé à terre et a essayé de l'étouffer.

L'audacieux bandit, après s'être emparé du porte-monnaie et des marchandises du colporteur, a pris la fuite.

Broy, égaré à demi et des côtes défoncées, a porté plainte à la gendarmerie qui a ouvert une enquête.

Manche. — En creusant des tranchées pour le nivellement de la place Napoléon, on a mis à découvert les anciennes murailles des fortifications de Cherbourg. Maçonneries très solidement, elles ont au moins 80 centimètres de largeur.

Cette curiosité archéologique a attiré l'attention d'un certain nombre de personnes.

Nord. — On s'occupe beaucoup en ville d'une affaire de meurtre qui se serait passée le 3 novembre sur la ligne de Tourcoing à Lille.

Il paraîtrait qu'un monsieur très connu à Lille par ses graves honnêtetés, D... capitaine du 2^e bataillon scolaire, aurait tenté de violenter une dame pendant le trajet de Roubaix à Lille.

Ce ne serait que l'entrée du train en gare qui aurait empêché l'audacieux de consummer son attentat.

Le parquet a été saisi de l'affaire. D... a été arrêté, interrogé et maintenu en prison.

Ardenne. — Dans la nuit du 10 au 11 novembre, des malfaiteurs se sont introduits dans l'église de Grivy, et ont emporté non seulement le contenu des tronc, mais les tronc eux-mêmes. Ils ont brisé une fenêtre pour pénétrer dans l'intérieur de l'église. La manière dont s'est exécuté ce vol semble indiquer chez les auteurs une parfaite habitude de cette opération nocturne.

Chronique Judiciaire

L'expulsion de la rue François-Miron.

La 1^{re} chambre du tribunal civil a rendu son jugement sur le déclatoire d'incompétence proposé par la ville de Paris dans le procès en responsabilité qui lui a été intenté, ainsi qu'à la Compagnie parisienne du Gaz, par les victimes de l'explosion qui s'est produite rue François-Miron, le 12 juillet 1882, ou par les Compagnies d'assurances qui les représentent. Le tribunal s'est déclaré incompétent.

Condamnations à mort.

La cour d'assises du Calvados a condamné à mort Jéon et Legale, coupables d'assassinat.

Voici la lettre que M. Bouchez, procureur de la République vient d'adresser à MM. les juges d'instruction du tribunal de la Seine :

Monsieur le juge d'instruction,

Mon attention a été attirée à plusieurs reprises sur les conditions dans lesquelles est subie à Paris la détention préventive autorisée par le Code d'instruction criminelle, et dont l'usage constitue une nécessité pénible mais absolue. J'ai pu ainsi constater que la maison de Mazas, où sont détenus les hommes placés sous mandat de dépôt, et qui est organisée en vue de l'emprisonnement cellulaire, il existe un certain nombre de cellules plus spacieuses dans lesquelles les inculpés sont réunis au nombre de deux ou trois pendant tout ou partie de leur détention préventive.

Ces exceptions à la règle de l'isolement sont quelquefois autorisées par vous, mais le plus souvent elles ont lieu à votre insu par mesure administrative, soit sur les instances des inculpés eux-mêmes, soit dans le but d'employer des tentatives de suicide plus ou moins à redouter.

Ce sont là des mesures que je me garde de critiquer, car elles n'ont d'autre but que de faire soupçonner les intentions dans lesquelles elles sont autorisées ou tolérées par vous. Il importe de couper court, sur ce point, à toute interprétation erronée ou malveillante.

C'est pourquoi je vous prie, monsieur le

jeu d'instruction, de vouloir bien dorénavant, dans toutes les affaires de quelque importance, mentionner sur les mandats de dépôt que les inculpés resteront incarcérés isolément et n'autoriser d'infraction à cette règle que pour des motifs d'une gravité exceptionnelle qui vous seraient signalés par M. le directeur de la prison.

Vous ne manquerez pas alors de vous renseigner sur la situation de l'individu à qui l'on se proposerait de faire partager la cellule de celui qui est déjà détenu par votre ordre.

Je n'ai parlé que de la détention préventive des hommes; celle des femmes est soumise à la maison de Saint-Lazare. Or, cette maison ne comporte pas l'emprisonnement en cellule, et les locaux qui y sont affectés aux femmes détenues préventivement sont tels que je ne puis que vous recommander d'en abréger autant que possible le séjour à celles à qui vous ne pouvez vous dispenser de l'assigner.

Agissez, monsieur le juge d'instruction, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Le procureur de la République,
C. BOUCHEZ.

Chronique des Assurances

Les assurances sur la vie en Allemagne.

La France passe pour le pays qui soit le mieux éparpiller. On peut se demander s'il sait le mieux employer ses épargnes et surtout s'il fait une part assez large à un emploi des plus ingénieux, celui que l'on appelle l'assurance sur la vie.

On répond négativement quand on examine ce que se passe en Angleterre et aux Etats-Unis; mais avec d'autres pays la comparaison est plus favorable. Nous parlerons aujourd'hui de l'Allemagne et nous comparerons quelques-uns de ses résultats à ceux de la France au point de vue des assurances sur la vie.

L'Allemagne compte 45 millions et demi d'habitants, la France 36 millions; c'est une différence de population dont il faut tenir compte dans la comparaison des résultats.

Il y a 34 sociétés d'assurances sur la vie en Allemagne. Nous en comptons seulement 22; et, sur ce nombre, il en est deux qui fonctionnent à côté d'une troisième, en vue d'une liquidation prochaine.

Pendant l'année 1884, les Compagnies allemandes ont souscrit 64,800 polices nouvelles portant sur un capital assuré de 280,545,699 marks. L'augmentation sur l'exercice précédent est de 3,048 polices et de 22,560,223 marks.

En France, la production de 1884 a été de 515 millions en chiffre rond. On voit que, le mark valant 1 fr. 25, la production française l'a fortement emporté sur la production allemande. A l'avantage de celle-ci, il convient de constater qu'elle a progressé en 1884, tandis qu'elle est restée dans le statu quo en France, grâce à des circonstances diverses que nous ne pouvons pas énumérer.

Examinons maintenant le stock des assurances sur la vie dans les deux pays. L'Allemagne avait, au 31 décembre dernier, un chiffre total de capitaux assurés s'élevant à 2,658,232,223 marks, soit moins de trois milliards et demi de francs. En France, à la même époque, le montant des capitaux en cours d'attribution pas trois milliards. Si l'on tient compte de la différence de population, les deux pays sont au même niveau pour les risques en cours, mais comme la production annuelle est plus grande chez nous, nous arriverons à dépasser l'Allemagne sous ce rapport.

Ce fait n'a rien de surprenant. On peut reconnaître que les Allemands sont portés vers l'assurance sur la vie, mais leurs ressources ne sont pas à la hauteur de leurs bonnes dispositions. On s'en aperçoit par la moyenne des assurances.

Dans les quarante premières années de l'assurance sur la vie en Allemagne, la moyenne de la somme assurée ressortait, par personne, à 5,600 marks. Ce chiffre est descendu peu à peu et il a tout de suite le niveau le plus bas en 1893, soit 2,770 marks. Depuis 1870, il s'est relevé rapidement, et à fin 1884 il a atteint 3,738 marks. Ces fluctuations coïncident avec le mouvement économique de l'Allemagne.

ce que j'ai fait, et je ne le regrette pas, attendu que, sans faillir à mon devoir — rien du « sacerdoce » — j'ai pu ne perdre ni un mot de l'intéressante lecture de M. Bourgault-Ducoudray, ni une note des mélodies bretonnes et grecques qu'il a recueillies.

M. Duc a complètement réussi dans la *Juive*. Sa voix si franche, si chaude et si généreuse a été encore plus appréciée dans le rôle d'Eléazar que dans celui d'Arnold. Depuis Villaret, qui semblait avoir rendu impossible un successeur dans ce rôle redoutable qu'il avait fait sien, il ne me souvient pas d'avoir entendu un meilleur Eléazar. Notez que j'ai dit « depuis Villaret »; je n'ai pas voulu parler des temps antédiluviens. L'organe du nouveau pensionnaire de MM. Ritt et Gaillard, entre autres qualités, a celle de l'homogénéité. Les notes graves sont aussi pures que celles du milieu et que les notes aiguës, et le passage d'un registre à l'autre s'opère chez lui sans heurt, sans brusque transition. Ses la et ses ré des cordes hautes sont d'une limpidité et d'une netteté remarquables. Rien à reprendre dans sa façon d'émettre le son, de phraser, de respirer. Quand il aura acquis cette expérience que se traduit par une suite de déceptions pour le simple mortel, et par une série de succès pour l'artiste bien doué, on devra compter avec lui. L'acteur, alors, ne se laissera plus primer de la sorte par le chanteur, et les applaudissements qu'on a prodigués au débutant, les rappels surtout, ne pourront être pris, même par des envieux, pour des marques d'encouragement.

J'ai déjà parlé de Mme Caron, de Mme Lureau-Escalais et de M. Gresse, qui ont eu leur part du succès de la représentation. Je n'y reviens pas, fût-ce pour recommander à tel ou tel des partenaires de M. Duc de surveiller davantage la justesse. On sait auquel des trois je fais plus particulièrement allusion.

Chez Mme Adam j'ai trouvé l'auditoire d'élite des belles soirées de premiers littéraires et artistiques; la croix et les quatre bannières... non, l'Institut et les cinq Académies y étaient représentées. Quant aux hommes politiques on sait qu'ils s'y rencontrent comme sur un terrain neutre. Là seulement la trêve des partis est une vérité.

M. Bourgault-Ducoudray, un chercheur et un érudit, a commencé par lire des fragments de l'intéressante préface dont

il a fait précéder un choix de *Trente mélodies populaires de Basse-Bretagne*, auxquelles François Coppée a bien voulu adapter des paroles françaises — si ce n'est pas irrévérablement pour le poète-académicien de dire : « paroles ». Des vers, ce serait plus exact. Et de très élégants, de très harmonieux. Des vers de Coppée en somme. Il lui a fallu beaucoup de patience et de bon vouloir pour s'astreindre à ce travail de mosaïque. Il en a fait quelque chose ! Il me souvient que je fis, il y a trois ou quatre ans, une besogne analogue — toutes proportions gardées — pour les mélodies populaires grecques que le même Bourgault-Ducoudray rapporta de sa mission en Orient. Le lit de Procuste est une dormeuse de petite maîtresse, comparé à celui qu'on nous impose. Un sybarite le préférerait.

Et pourtant la patience du poète — ou du traducteur — n'est rien en raison de celle du musicien à la recherche de chants populaires. Il faut toute la félicité de M. Bourgault-Ducoudray pour ce breton pour rien mais qui avait affaire à des Bretons comme lui — si l'on ne veut pas jeter le manche après la cognée. L'étonnement, dit-il, la défiance, le paysan en face du monsieur qui cherche des chants populaires; parfois, surtout chez les femmes, un sentiment de retenue qu'on peut appeler la pudeur du chant, sont autant d'obstacles à surmonter; car on doit recueillir ces mélodies des lèvres mêmes des campagnards chez lesquels la tradition s'en transmet; et c'est là une besogne qui n'est pas sans difficultés. Lorsqu'on a réussi à gagner la confiance des chanteurs, il faut encore rencontrer des personnes douées d'une bonne mémoire, celles-là seulement étant capables de fournir la version fidèle d'un chant qui n'a pas été fixé par l'écriture.

Et ce qu'il a fallu au pauvre rhapsode subir de fausses notes et de voix nasillardes ! car les Bretons — c'est M. Bourgault, un breton, qui le constate — ont ceci de particulier que, pour eux, chanter du nez n'est pas un défaut; c'est, au contraire, une qualité indispensable au raffinement de l'art. Il s'agit de nasiller à la hauteur d'un style. Ce n'est pas la seule particularité qu'ils aient de commun avec les Orientaux; comme ceux-ci, ils ont une prédilection pour les notes élevées et les longues tenues.

M. Bourgault-Ducoudray, un chercheur et un érudit, a commencé par lire des fragments de l'intéressante préface dont

En France, la moyenne est beaucoup plus élevée; elle est de 10,000 francs environ. C'est à la fois la preuve d'une richesse relativement plus grande et d'une clientèle choisie dans les classes plus élevées de la société. Depuis quelques années, avec l'accroissement de la production annuelle, la moyenne du capital assuré par personne tend à diminuer chez nous, ce qui indiquera surtout que nos Compagnies, par suite de leur état de concurrence, vont rechercher leur clientèle dans des couches plus basses qu'autrefois.

Le montant des capitaux assurés en cours se répartit fort inégalement entre les Compagnies allemandes. 15 de ces Compagnies assurent plus de deux milliards de marks sur les 2 milliards 659 millions que nous avons relevés plus haut. Les quatre les plus puissantes sont des mutuelles. Ce sont la *Gotha*, la *Stuttgart*, la *Leipzig* et la *Carlsruhe*. Elles assurent, à elles seules, plus d'un million de marks, 39,46 0/0 de l'ensemble. Quatre autres Compagnies, sociétés par actions, assurent 664 millions de marks en chiffres ronds ou 24,98 0/0 de l'ensemble. Il en est de même chez nous. Sur les 2,730 millions de capitaux en cours, les quatre anciennes Compagnies — *Générale*, *Union*, *Nationale*, *Phénix* — en ont pris 1800 environ. La chose s'explique d'elle-même, puisqu'il s'agit du legs du passé ou du portefeuille. Sur le point de la production annuelle, des Compagnies d'âge moyen et même des Compagnies nouvelles font une rude concurrence aux anciennes.

Ainsi, l'*Urbaine* et la *Caisse des Familles* ont eu en 1884 des productions supérieures à celle de l'*Union*. L'*Abeille*, la *France* et la *Foncière* ont eu chacune une production de 20 à 24 millions qui se rapproche singulièrement de celle de l'*Union*, 28 millions et demi.

Les Compagnies allemandes ont eu à compter avec les résiliations des contrats, mais ces résiliations ont été moins nombreuses que dans les années précédentes. Il n'en a pas été de même chez nous. La déperdition des portefeuilles qui avait été de 60 0/0 en 1884 s'est élevée, en 1885, à plus de 72 0/0.

Ce résultat est dû à des causes diverses. L'une de ces causes est sans contredit la crise générale qui sévit sur les trois sources de l'activité nationale: agriculture, industrie et commerce. Il en est une autre qui devrait attirer l'attention de nos Compagnies, c'est la spéculation des intermédiaires. Dans un intérêt purement personnel, ils amènent leurs clients à résilier les polices pour les porter ailleurs. C'est là un va-et-vient d'assurances sur la vie et qui désorganise les portefeuilles des Compagnies, tout en finissant par refroidir le zèle et la bonne volonté des assurés. La question a préoccupé dernièrement nos directeurs, mais il n'a été pris aucune résolution pour la résoudre.

Les Compagnies allemandes souffrent, tout naturellement comme les nôtres, de l'abaissement du taux de l'intérêt. Aux Etats-Unis, on se préoccupe plus qu'ailleurs de cet abaissement, car là on pouvait compter jusqu'à ces dernières années sur un taux d'intérêt élevé, qui permettait, dans une certaine mesure, la réduction des tarifs. Les Compagnies américaines vont être obligées de modifier leurs tarifs, sous la pression de cette loi générale de la diminution de l'intérêt. Il est à craindre qu'en France et en Allemagne ce soit aussi une nécessité prochaine.

En résumé, l'Allemagne voit s'améliorer et grandir les résultats de ses Compagnies d'assurances sur la vie. Elle avait au 31 décembre dernier près de 700,000 habitants assurés pour plus de trois milliards de francs. La France a 270,000 assurés environ pour 2,750 millions de capitaux. Au point de vue du nombre, l'Allemagne l'emporte; au point de vue du chiffre des capitaux, c'est la France en regard à sa population.

Nous avons, cependant, à ne pas perdre de vue que l'assurance sur la vie progresse chez nos voisins, et que chez nous elle tend à devenir stationnaire depuis quelques années. Sur ce terrain, cependant, nous devrions remporter la victoire. La France épargne beaucoup. Pourquoi dédaigne-t-elle cette forme de la

che, a observé M. Bourgault-Ducoudray, les Bretons ont une grande qualité: ils ne chantent jamais mollement: « Un » des caractères de leur chant, c'est l'accent; la mélodie s'y subordonne tous les jours à la parole et semble n'avoir d'autre mission que de la faire briller. Il y a un proverbe breton qui dit: « Celui qui perd ses mots perd son air. » Ce proverbe a lui tout seul vaut un traité d'exécution. — Qu'on me permette de le signaler à quelques-uns de nos artistes de chant de l'Académie de musique et de la salle Favart.

M. Bourgault n'a pas seulement rapporté de son pèlerinage dans la Basse-Bretagne une ample moisson de chants de toute espèce; il a été même d'y faire des observations qui, réunies, constituent tout un système. Je n'ai pas à le développer ici, d'abord parce que serait trop long, sans compter que le technisme pourrait fatiguer mes lecteurs, mes auditeurs; mais, ensuite, faut-il ajouter ? parce que, n'ayant pas l'honneur de faire moi-même ces observations, je n'ai pas une fois aussi robuste que celle de l'érudit musicien dans leur jargon. Ma conviction s'arrête aux faits, elle ne va pas jusqu'aux déductions. J'admets, par exemple, avec M. Bourgault, qu'en Bretagne un lien indissoluble réunit la musique à la poésie; qu'il n'y existe pas une poésie dénuée, réécrite, déclamée; que tous les vers se chantent, sinon sur une mélodie saillante, au moins sur une intonation musicale qu'on peut noter. Mais je n'ose pas m'aventurer sur un terrain qui peut être bien connu à notre musicien, et où je craindrais de glisser. Je le laisserai donc remonter seul dans les âges les plus reculés pour y chercher tout ce qui caractérise la musique des anciens et qui, selon lui, se retrouve aujourd'hui vivant et palpitant dans le chant populaire. Je reconnais une certaine analogie entre les mélodies grecques et celles de la Basse-Bretagne; mais je lui laisse affirmer ou expliquer leur étroite parenté, et me borne à renvoyer ceux qui sont plus curieux que moi ou moins sceptiques à l'introduction très détaillée que M. Bourgault-Ducoudray a écrite pour son recueil de *Mélodies populaires de la Basse-Bretagne*.

Quoi qu'il en soit, on ne saurait nier le caractère tout spécial des chants bretons, la poésie qui les pénètre, et qui rappelle, en effet, les cantilènes orientales, surtout dans l'alignement des notes finales, se traînant parfois comme une plainte, et que Mlle Alice Ducasse a si bien fait valoir.

La charmante interprète n'intercalait pas seulement dans la lecture du musicien des mesures de chant, comme l'on ferait de vignettes illustratives dans un récit, pour nous donner une idée, soit de la déclamation musicale des tragédies, soit du rythme des complaintes; elle a chanté de sa voix si sympathique, et avec le talent que vous lui connaissez, quelques-unes des mélodies populaires, tout entières recueillies et harmonisées par M. Bourgault. Une Bretonne bretonnante l'aurait jalouse, tout en lui en voulant d'être chanter, non pas dans leur langage original, mais dans le pur français de François Coppée.

Après elle, et pour mieux montrer l'alignement des chants populaires de Péderne, du Huelgoat ou de Guéméné avec ceux des campagnes de la Grèce, Mlle Nocenzo a chanté, dans le grec moderne de ces contrées, une mélodie qui, certes, avec des paroles bretonnes aurait pu passer pour arménienne.

Au nombre des chants bretons recueillis par M. Bourgault-Ducoudray, il y a le *Semeur*, qui a été dit d'une façon remarquable par M. Duchesne, et reprise en quatuor par Mlle Ducasse, Rannay et M. Giraudet.

M. Bourgault vous apprendra que « cette mélodie est construite dans le » mode hypophrygien, qui se distingue du » majeur en ce que son caractère est » que le mode hypophrygien, dépourvu de » note sensible, ne concluant pas, restant » suspendu, se prête mieux à l'expression » de l'illimité, de l'infini. Moi, je préfère » vous dire tout simplement que la mélo- » die est charmante; qu'elle a été très » bien chantée; que l'auditoire l'a rede- » mandée et que les vers ci-après de Coppée s'y encastraient à merveille:

Quand je sème à main pleine
Sous le grand ciel d'hiver,
J'ai d'un côté la plaine,
De l'autre j'ai la mer.

Pour l'an prochain je donne
Le pain à trois hameaux,
Tous en faisant l'aumône
A cent petits oiseaux, etc.

Une autre mélodie grecque, chantée encore par Mlle Nocenzo, a succédé à la chanson bretonne du *Semeur*, sans trop la rappeler. Ensuite M. Giraudet a dit de

ce qu'il a fait, et je ne le regrette pas, attendu que, sans faillir à mon devoir — rien du « sacerdoce » — j'ai pu ne perdre ni un mot de l'intéressante lecture de M. Bourgault-Ducoudray, ni une note des mélodies bretonnes et grecques qu'il a recueillies.

M. Duc a complètement réussi dans la *Juive*. Sa voix si franche, si chaude et si généreuse a été encore plus appréciée dans le rôle d'Eléazar que dans celui d'Arnold. Depuis Villaret, qui semblait avoir rendu impossible un successeur dans ce rôle redoutable qu'il avait fait sien, il ne me souvient pas d'avoir entendu un meilleur Eléazar. Notez que j'ai dit « depuis Villaret »; je n'ai pas voulu parler des temps antédiluviens. L'organe du nouveau pensionnaire de MM. Ritt et Gaillard, entre autres qualités, a celle de l'homogénéité. Les notes graves sont aussi pures que celles du milieu et que les notes aiguës, et le passage d'un registre à l'autre s'opère chez lui sans heurt, sans brusque transition. Ses la et ses ré des cordes hautes sont d'une limpidité et d'une netteté remarquables. Rien à reprendre dans sa façon d'émettre le son, de phraser, de respirer. Quand il aura acquis cette expérience que se traduit par une suite de déceptions pour le simple mortel, et par une série de succès pour l'artiste bien doué, on devra compter avec lui. L'acteur, alors, ne se laissera plus primer de la sorte par le chanteur, et les applaudissements qu'on a prodigués au débutant, les rappels surtout, ne pourront être pris, même par des envieux, pour des marques d'encouragement.

J'ai déjà parlé de Mme Caron, de Mme Lureau-Escalais et de M. Gresse, qui ont eu leur part du succès de la représentation. Je n'y reviens pas, fût-ce pour recommander à tel ou tel des partenaires de M. Duc de surveiller davantage la justesse. On sait auquel des trois je fais plus particulièrement allusion.

Chez Mme Adam j'ai trouvé l'auditoire d'élite des belles soirées de premiers littéraires et artistiques; la croix et les quatre bannières... non, l'Institut et les cinq Académies y étaient représentées. Quant aux hommes politiques on sait qu'ils s'y rencontrent comme sur un terrain neutre. Là seulement la trêve des partis est une vérité.

M. Bourgault-Ducoudray, un chercheur et un érudit, a commencé par lire des fragments de l'intéressante préface dont

il a fait précéder un choix de *Trente mélodies populaires de Basse-Bretagne*, auxquelles François Coppée a bien voulu adapter des paroles françaises — si ce n'est pas irrévérablement pour le poète-académicien de dire : « paroles ». Des vers, ce serait plus exact. Et de très élégants, de très harmonieux. Des vers de Coppée en somme. Il lui a fallu beaucoup de patience et de bon vouloir pour s'astreindre à ce travail de mosaïque. Il en a fait quelque chose ! Il me souvient que je fis, il y a trois ou quatre ans, une besogne analogue — toutes proportions gardées — pour les mélodies populaires grecques que le même Bourgault-Ducoudray rapporta de sa mission en Orient. Le lit de Procuste est une dormeuse de petite maîtresse, comparé à celui qu'on nous impose. Un sybarite le préférerait.

Et pourtant la patience du poète — ou du traducteur — n'est rien en raison de celle du musicien à la recherche de chants populaires. Il faut toute la félicité de M. Bourgault-Ducoudray pour ce breton pour rien mais qui avait affaire à des Bretons comme lui — si l'on ne veut pas jeter le manche après la cognée. L'étonnement, dit-il, la défiance, le paysan en face du monsieur qui cherche des chants populaires; parfois, surtout chez les femmes, un sentiment de retenue qu'on peut appeler la pudeur du chant, sont autant d'obstacles à surmonter; car on doit recueillir ces mélodies des lèvres mêmes des campagnards chez lesquels la tradition s'en transmet; et c'est là une besogne qui n'est pas sans difficultés. Lorsqu'on a réussi à gagner la confiance des chanteurs, il faut encore rencontrer des personnes douées d'une bonne mémoire, celles-là seulement étant capables de fournir la version fidèle d'un chant qui n'a pas été fixé par l'écriture.

Et ce qu'il a fallu au pauvre rhapsode subir de fausses notes et de voix nasillardes ! car les Bretons — c'est M. Bourgault, un breton, qui le constate — ont ceci de particulier que, pour eux, chanter du nez n'est pas un défaut; c'est, au contraire, une qualité indispensable au raffinement de l'art. Il s'agit de nasiller à la hauteur d'un style. Ce n'est pas la seule particularité qu'ils aient de commun avec les Orientaux; comme ceux-ci, ils ont une prédilection pour les notes élevées et les longues tenues.

M. Bourgault-Ducoudray, un chercheur et un érudit, a commencé par lire des fragments de l'intéressante préface dont

En France, la moyenne est beaucoup plus élevée; elle est de 10,000 francs environ. C'est à la fois la preuve d'une richesse relativement plus grande et d'une clientèle choisie dans les classes plus élevées de la société. Depuis quelques années, avec l'accroissement de la production annuelle, la moyenne du capital assuré par personne tend à diminuer chez nous, ce qui indiquera surtout que nos Compagnies, par suite de leur état de concurrence, vont rechercher leur clientèle dans des couches plus basses qu'autrefois.

Le montant des capitaux assurés en cours se répartit fort inégalement entre les Compagnies allemandes. 15 de ces Compagnies assurent plus de deux milliards de marks sur les 2 milliards 659 millions que nous avons relevés plus haut. Les quatre les plus puissantes sont des mutuelles. Ce sont la *Gotha*, la *Stuttgart*, la *Leipzig* et la *Carlsruhe*. Elles assurent, à elles seules, plus d'un million de marks, 39,46 0/0 de l'ensemble. Quatre autres Compagnies, sociétés par actions, assurent 664 millions de marks en chiffres ronds ou 24,98 0/0 de l'ensemble. Il en est de même chez nous. Sur les 2,730 millions de capitaux en cours, les quatre anciennes Compagnies — *Générale*, *Union*, *Nationale*, *Phénix* — en ont pris 1800 environ. La chose s'explique d'elle-même, puisqu'il s'agit du legs du passé ou du portefeuille. Sur le point de la production annuelle, des Compagnies d'âge moyen et même des Compagnies nouvelles font une rude concurrence aux anciennes.

Ainsi, l'*Urbaine* et la *Caisse des Familles* ont eu en 1884 des productions supérieures à celle de l'*Union*. L'*Abeille*, la *France* et la *Foncière* ont eu chacune une production de 20 à 24 millions qui se rapproche singulièrement de celle de l'*Union*, 28 millions et demi.

Les Compagnies allemandes ont eu à compter avec les résiliations des contrats, mais ces résiliations ont été moins nombreuses que dans les années précédentes. Il n'en a pas été de même chez nous. La déperdition des portefeuilles qui avait été de 60 0/0 en 1884 s'est élevée, en 1885, à plus de 72 0/0.

Ce résultat est dû à des causes diverses. L'une de ces causes est sans contredit la crise générale qui sévit sur les trois sources de l'activité nationale: agriculture, industrie et commerce. Il en est une autre qui devrait attirer l'attention de nos Compagnies, c'est la spéculation des intermédiaires. Dans un intérêt purement personnel, ils amènent leurs clients à résilier les polices pour les porter ailleurs. C'est là un va-et-vient d'assurances sur la vie et qui désorganise les portefeuilles des Compagnies, tout en finissant par refroidir le zèle et la bonne volonté des assurés. La question a préoccupé dernièrement nos directeurs, mais il n'a été pris aucune résolution pour la résoudre.

Les Compagnies allemandes souffrent, tout naturellement comme les nôtres, de l'abaissement du taux de l'intérêt. Aux Etats-Unis, on se préoccupe plus qu'ailleurs de cet abaissement, car là on pouvait compter jusqu'à ces dernières années sur un taux d'intérêt élevé, qui permettait, dans une certaine mesure, la réduction des tarifs. Les Compagnies américaines vont être obligées de modifier leurs tarifs, sous la pression de cette loi générale de la diminution de l'intérêt. Il est à craindre qu'en France et en Allemagne ce soit aussi une nécessité prochaine.

En résumé, l'Allemagne voit s'améliorer et grandir les résultats de ses Compagnies d'assurances sur la vie. Elle avait au 31 décembre dernier près de 700,000 habitants assurés pour plus de trois milliards de francs. La France a 270,000 assurés environ pour 2,750 millions de capitaux. Au point de vue du nombre, l'Allemagne l'emporte; au point de vue du chiffre des capitaux, c'est la France en regard à sa population.

Nous avons, cependant, à ne pas perdre de vue que l'assurance sur la vie progresse chez nos voisins, et que chez nous elle tend à devenir stationnaire depuis quelques années. Sur ce terrain, cependant, nous devrions remporter la victoire. La France épargne beaucoup. Pourquoi dédaigne-t-elle cette forme de la

che, a observé M. Bourgault-Ducoudray, les Bretons ont une grande qualité: ils ne chantent jamais mollement: « Un » des caractères de leur chant, c'est l'accent; la mélodie s'y subordonne tous les jours à la parole et semble n'avoir d'autre mission que de la faire briller. Il y a un proverbe breton qui dit: « Celui qui perd ses mots perd son air. » Ce proverbe a lui tout seul vaut un traité d'exécution. — Qu'on me permette de le signaler à quelques-uns de nos artistes de chant de l'Académie de musique et de la salle Favart.

M. Bourgault n'a pas seulement rapporté de son pèlerinage dans la Basse-Bretagne une ample moisson de chants de toute espèce; il a été même d'y faire des observations qui, réunies, constituent tout un système. Je n'ai pas à le développer ici, d'abord parce que serait trop long, sans compter que le technisme pourrait fatiguer mes lecteurs, mes auditeurs; mais, ensuite, faut-il ajouter ? parce que, n'ayant pas l'honneur de faire moi-même ces observations, je n'ai pas une fois aussi robuste que celle de l'érudit musicien dans leur jargon. Ma conviction s'arrête aux faits, elle ne va pas jusqu'aux déductions. J'admets, par exemple, avec M. Bourgault, qu'en Bretagne un lien indissoluble réunit la musique à la poésie; qu'il n'y existe pas une poésie dénuée, réécrite, déclamée; que tous les vers se chantent, sinon sur une mélodie saillante, au moins sur une intonation musicale qu'on peut noter. Mais je n'ose pas m'aventurer sur un terrain qui peut être bien connu à notre musicien, et où je craindrais de glisser. Je le laisserai donc remonter seul dans les âges les plus reculés pour y chercher tout ce qui caractérise la musique des anciens et qui, selon lui, se retrouve aujourd'hui vivant et palpitant dans le chant populaire. Je reconnais une certaine analogie entre les mélodies grecques et celles de la Basse-Bretagne; mais je lui laisse affirmer ou expliquer leur étroite parenté, et me borne à renvoyer ceux qui sont plus curieux que moi ou moins sceptiques à l'introduction très détaillée que M. Bourgault-Ducoudray a écrite pour son recueil de *Mélodies populaires de la Basse-Bretagne*.

Quoi qu'il en soit, on ne saurait nier le caractère tout spécial des chants bretons, la poésie qui les pénètre, et qui rappelle, en effet, les cantilènes orientales, surtout dans l'alignement des notes finales, se traînant parfois comme une plainte, et que Mlle Alice Ducasse a si bien fait valoir.

La charmante interprète n'intercalait pas seulement dans la lecture du musicien des mesures de chant, comme l'on ferait de vignettes illustratives dans un récit, pour nous donner une idée, soit de la déclamation musicale des tragédies, soit du rythme des complaintes; elle a chanté de sa voix si sympathique, et avec le talent que vous lui connaissez, quelques-unes des mélodies populaires, tout entières recueillies et harmonisées par M. Bourgault. Une Bretonne bretonnante l'aurait jalouse, tout en lui en voulant d'être chanter, non pas dans leur langage original, mais dans le pur français de François Coppée.

Après elle, et pour mieux montrer l'alignement des chants populaires de Péderne, du Huelgoat ou de Guéméné avec ceux des campagnes de la Grèce, Mlle Nocenzo a chanté, dans le grec moderne de ces contrées, une mélodie qui, certes, avec des paroles bretonnes aurait pu passer pour arménienne.

Au nombre des chants bretons recueillis par M. Bourgault-Ducoudray, il y a le *Semeur*, qui a été dit d'une façon remarquable par M. Duchesne, et reprise en quatuor par Mlle Ducasse, Rannay et M. Giraudet.

M. Bourgault vous apprendra que « cette mélodie est construite dans le » mode hypophrygien, qui se distingue du » majeur en ce que son caractère est » que le mode hypophrygien, dépourvu de » note sensible, ne concluant pas, restant » suspendu, se prête mieux à l'expression » de l'illimité, de l'infini. Moi, je préfère » vous dire tout simplement que la mélo- » die est charmante; qu'elle a été très » bien chantée; que l'auditoire l'a rede- » mandée et que les vers ci-après de Coppée s'y encastraient à merveille:

Quand je sème à main pleine
Sous le grand ciel d'hiver,
J'ai d'un côté la plaine,
De l'autre j'ai la mer.

Pour l'an prochain je donne
Le pain à trois hameaux,
Tous en faisant l'aumône
A cent petits oiseaux, etc.

Une autre mélodie grecque, chantée encore par Mlle Nocenzo, a succédé à la chanson bretonne du *Semeur*, sans trop la rappeler. Ensuite M. Giraudet a dit de

ce qu'il a fait, et je ne le regrette pas, attendu que, sans faillir à mon devoir — rien du « sacerdoce » — j'ai pu ne perdre ni un mot de l'intéressante lecture de M. Bourgault-Ducoudray, ni une note des mélodies bretonnes et grecques qu'il a recueillies.

M. Duc a complètement réussi dans la *Juive*. Sa voix si franche, si chaude et si généreuse a été encore plus appréciée dans le rôle d'Eléazar que dans celui d'Arnold. Depuis Villaret, qui semblait avoir rendu impossible un successeur dans ce rôle redoutable qu'il avait fait sien, il ne me souvient pas d'avoir entendu un meilleur Eléazar. Notez que j'ai dit « depuis Villaret »; je n'ai pas voulu parler des temps antédiluviens. L'organe du nouveau pensionnaire de MM. Ritt et Gaillard, entre autres qualités, a celle de l'homogénéité. Les notes graves sont aussi pures que celles du milieu et que les notes aiguës, et le passage d'un registre à l'autre s'opère chez lui sans heurt, sans brusque transition. Ses la et ses ré des cordes hautes sont d'une limpidité et d'une netteté remarquables. Rien à reprendre dans sa façon d'émettre le son, de phraser, de respirer. Quand il aura acquis cette expérience que se traduit par une suite de déceptions pour le simple mortel, et par une série de succès pour l'artiste bien doué, on devra compter avec lui. L'acteur, alors, ne se laissera plus primer de la sorte par le chanteur, et les applaudissements qu'on a prodigués au débutant, les rappels surtout, ne pourront être pris, même par des envieux, pour des marques d'encouragement.

J'ai déjà parlé de Mme Caron, de Mme Lureau-Escalais et de M. Gresse, qui ont eu leur part du succès de la représentation. Je n'y reviens pas, fût-ce pour recommander à tel ou tel des partenaires de M. Duc de surveiller davantage la justesse. On sait auquel des trois je fais plus particulièrement allusion.

Chez Mme Adam j'ai trouvé l'auditoire d'élite des belles soirées de premiers littéraires et artistiques; la croix et les quatre bannières... non, l'Institut et les cinq Académies y étaient représentées. Quant aux hommes politiques on sait qu'ils s'y rencontrent comme sur un terrain neutre. Là seulement la trêve des partis est une vérité.

M. Bourgault-Ducoudray, un chercheur et un érudit, a commencé par lire des fragments de l'intéressante préface dont

il a fait précéder un choix de *Trente mélodies populaires de Basse-Bretagne*, auxquelles François Coppée a bien voulu adapter des paroles françaises — si ce n'est pas irrévérablement pour le poète-académicien de dire : « paroles ». Des vers, ce serait plus exact. Et de très élégants, de très harmonieux. Des vers de Coppée en somme. Il lui a fallu beaucoup de patience et de bon vouloir pour s'astreindre à ce travail de mosaïque. Il en a fait quelque chose ! Il me souvient que je fis, il y a trois ou quatre ans, une besogne analogue — toutes proportions gardées — pour les mélodies populaires grecques que le même Bourgault-Ducoudray rapporta de sa mission en Orient. Le lit de Procuste est une dormeuse de petite maîtresse, comparé à celui qu'on nous impose. Un sybarite le préférerait.

Et pourtant la patience du poète — ou du traducteur — n'est rien en raison de celle du musicien à la recherche de chants populaires. Il faut toute la félicité de M. Bour

